

N° 069/CA du Répertoire

N° 97-78/CA du greffe

Arrêt du 19 septembre 2002

AFFAIRE : STEPHANE F. D. AHOUANDJINOU

C/

MINISTRE DES FINANCES**REPUBLIQUE DU BENIN****AU NOM DU PEUPLE BENINOIS****COUR SUPREME****CHAMBRE ADMINISTRATIVE**

La Cour,

Vu la requête introductive d'instance en date à Porto-Novo du 17 octobre 1997 enregistrée au Greffe de la Cour le 17 octobre 1997 sous le n° 708/GCS par laquelle Monsieur Stéphane François Djossinou AHOUANDJINOU, Greffier en retraite BP 166 Porto-Novo a saisi la Cour d'un recours tendant à l'annulation de la lettre n° 236/MF/CAB/DGBM/DPVR/SEC du 29 août 1997 par laquelle le Directeur des Finances et des Rentes Viagères a apposé une fin de non recevoir à sa demande en avancement hors classe ;

Vu la transmission aux fins de droit par bordereau n° 1188/PCS/GC/CAB/SA du 20 novembre 1997 faite à Monsieur le Procureur Général près la Cour Suprême de la requête introduite d'instance du requérant ;

Vu le Bordereau n° 297/PCS/GC/CAB/SA en date du 06 mai 1998 transmettant au Ministre des Finances pour ses observations la requête introductive d'instance du requérant ensemble avec le mémoire ampliatif et les pièces y annexées ;

Vu la correspondance n° 945/GCS en date du 14 juillet 1998 impartissant un nouveau et dernier délai d'un(01) mois au Ministre des Finances en raison de son silence en application des articles 69 et 70 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême ;

Vu la consignation faite par le requérant et constatée par reçu n° 614 du 09 mai 1995 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême remise en vigueur par la loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les autres pièces du dossier ;



Notifié L/n° 3324-3330/GCS du 30/11/2005
PC-ES L/n° 3331/GCS du 30/11/2005

Ince 7/11/05 corrigé

Où le Conseiller-Rapporteur **Emile TAKIN** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que le requérant expose dans sa requête sus visée que par sa lettre en date à Porto-Novo du 18 août 1997 il sollicitait du Ministre des Finances son avancement au grade hors classe de son échelonnement catégoriel en vertu des dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 4290/MTAS/DGPE/CRAPE-3 du 05 juin 1980 ;

Que ledit article dispose « pour le passage dans le grade hors classe, les agents retraités doivent remplir les conditions suivantes : - avoir atteint la classe exceptionnelle dans le corps d'appartenance deux années avant la limite d'âge de 55 ans pour une retraite normale, les avancements fictifs éventuels y compris » ;

Qu'il a été admis à la retraite le 1^{er} juillet 1991 à l'âge de 50 ans 06 mois 18 jours après accomplissement par lui de 30 années de service ;

Qu'à son admission à la retraite, il a bénéficié des avancements fictifs qui l'ont porté à la classe exceptionnelle du grade terminal soit au 11^e échelon, alors que ce serait 04 ans 05 mois et 13 jours après qu'il aurait ses cinquante (50) ans révolus, plus précisément à la date du 13 décembre 1995 ; ce qui fait qu'au lieu de deux (02) années au moins avant la limite date de 55 ans il a atteint la classe exceptionnelle 04 ans 05 mois et 13 jours avant l'âge de 55 ans, les avancements fictifs compris ;

Que c'est l'arrêté n° 91-2260 du 18 novembre 1991 du Ministre des Finances qui lui a concédé une pension de retraite pour compter du 1^{er} juillet 1991 en même temps qu'il a avancé de manière fictive au 11^e échelon de la catégorie B soit B 11 suivant l'Arrêté n° 1312/MTAS/DGPE/CRAPE-3 du 10 octobre 1998 ;

Que c'est contre toute attente que suite à sa saisine du Ministre des Finances par sa lettre du 18 août 1997 pour se voir avancé au grade hors classe celui-ci, par l'organe du Directeur des Pensions et des Rentes Viagères, lui oppose un refus catégorique par correspondance en date du 29 août 1997 ;

9

Considérant que l'Administration n'a pas cru devoir réagir suite aux mises en demeure à elle faites ;

Considérant que le requérant a introduit sa requête en violation des prescriptions de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 qui subordonne, article 68 alinéa 2 le pouvoir contre une décision individuelle à un recours hiérarchique ou gracieux préalable ;

Que partant il y a lieu de déclarer irrecevable le présent pourvoi pour violation de la loi

PAR CES MOTIFS,

D E C I D E :

Article 1^{er} : Le recours pour excès de pouvoir de Monsieur Stéphane François Djossinou AHOUANDJINOUE en annulation de la Décision n° 236/MF/CAB/DGBM/DPVR/SEC du 29 août 1997 est irrecevable.

Article 2 : Notification du présent arrêt sera faite à Stéphane François Djossinou AHOUANDJINOUE, au Ministre des Finances ainsi qu'au Procureur Général près la Cour Suprême.

Article 3 : les dépens sont mis à la charge du requérant.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative

PRESIDENT:

Emile TAKIN

et

Bernadette CODJOVI

}
}
}

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix neuf septembre deux mille deux, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :



[Handwritten signature]

Raoul Hector OUENDO

MINISTERE PUBLIC;

Et de Maître Irène Olga AÏTCHEDJI

GREFFIER.

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,

DE = 2000 } 4000 F
P = 2000 }

Enregistré à Cotonou le 27/06/05
Fo 53 C 2885-3
Reçu Quatre mille francs
L'inspecteur de l'Enregistrement



Antoinette L.

